

## CIRCULATION INTERNATIONALE DES ÉCONOMISTES BRÉSILIENS

Maria Rita LOUREIRO\*

### INTRODUCTION

L'étude du processus de circulation internationale des économistes ne saurait se limiter à une analyse sociologique des professions. Plus qu'un groupe professionnel, au long des années 1940-1970, les économistes deviennent un segment important des élites dirigeantes au Brésil, segment identifié et légitimé non pas par la représentativité partisane et électorale, mais plutôt par la compétence technique. Dans cette période, non seulement ils accèdent à des postes traditionnels de l'État, par exemple en tant que ministre des Finances, remplaçant des juristes, des hommes d'affaires ou des membres des partis politiques, mais ils occupent également de nouvelles fonctions nées de l'extension du rôle de régulation et d'intervention de l'État dans le domaine économique. Dans les institutions créées plus récemment, comme la Banque Centrale, la proportion d'économistes est importante, pouvant atteindre plus de 60 % du nombre de présidents et de directeurs.

C'est pourquoi, pour analyser la circulation internationale des économistes, il faut se servir du concept de champ social de Pierre Bourdieu<sup>1</sup>. Dans cette perspective, les économistes sont perçus en tant qu'individus participant à une arène de lutte matérielle et symbolique, où différents groupes se disputent la reconnaissance de leur compétence et de

---

\* Professeur de Sociologie à la Fondation Getúlio Vargas de São Paulo et à la Faculté d'Économie de l'Université de São Paulo.

Remerciements au Centre de recherche et de publication de la Fondation Getúlio Vargas de São Paulo (NPP/FGV) pour son appui.

<sup>1</sup> Voir P. Bourdieu, « Le champ scientifique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1976, et *Leçon sur la leçon*, Paris, éd. De Minuit, 1982.

leur autorité légitime. Ces luttes se déroulent au sein des institutions d'enseignement supérieur et des centres de recherche scientifique dans lesquels les économistes sont formés, et également dans les organismes gouvernementaux chargés de la gestion de l'économie et des finances publiques (ministères, banques publiques, comités économiques, etc.). La lutte pour le contrôle des postes ou des positions de pouvoir entre les différents groupes n'est pas exclusivement l'expression d'intérêts matériels ou d'idéologies politiques. Elle peut également exprimer des rapports de force internes au champ des économistes, telles que les divergences théoriques, les approches méthodologiques, etc.

L'analyse de la circulation internationale des économistes doit prendre en compte le contexte historique des transformations subies par l'État brésilien depuis les années 1930 et l'émergence de nouveaux cadres de gestion et des idéologies qui ont fait du développement économique le grand projet politique national. Il faut prendre aussi en compte le contexte international de l'après-guerre, dans lequel apparaissent les organismes économiques internationaux. Au Brésil, le champ des économistes possède des caractéristiques spécifiques par rapport à d'autres champs académiques ou professionnels liés au croisement d'espaces sociaux divers : les milieux académiques des écoles de sciences économiques, les organismes économiques gouvernementaux et les agences économiques internationales qui sont des espaces privilégiés de formation, de leur compétence technique et de leur légitimation en tant que nouveau segment de l'élite dirigeante du pays.

Nous examinerons, dans cet article, les impacts de la circulation internationale sur la recomposition et la redistribution du pouvoir au sein des groupes en concurrence à l'intérieur du champ des économistes. On comprend par circulation internationale les séjours et les passages plus ou moins longs, volontaires ou contraints (exil politique), de personnes dans des institutions étrangères (grandes écoles ou universités, entreprises, organismes gouvernementaux ou internationaux), avec des objectifs divers (formation académique ou professionnelle, contacts intellectuels, affaires, accords commerciaux ou politiques, etc.). Il faut souligner ici que la circulation internationale a constitué un trait structurant du champ des économistes au Brésil.

Néanmoins, tout en étant constitutive de ce milieu social, la circulation internationale dans le champ des économistes n'est pas homogène. Au contraire, elle a des caractéristiques et des intensités diverses au sein des groupes en concurrence, étant plus valorisée dans certains espaces sociaux que dans d'autres. L'orientation des flux vers les centres universitaires étrangers ou vers des organismes internationaux, ainsi que les pays de destination, connaissent des variations au sein des différents groupes.

Entre les années 1940-1960, la circulation internationale dans le champ des économistes vise, notamment, la formation des cadres du gouvernement pour qu'ils puissent intervenir dans des organes de gestion économique (régulation, planification, contrôle monétaire, politiques de change ou encore des banques de développement). À partir de la fin des années 1960, elle s'intensifie dans les milieux universitaires, et concerne un grand nombre d'étudiants et d'enseignants des principaux centres d'enseignement supérieur du pays. Comme nous l'avons déjà indiqué dans une étude antérieure<sup>2</sup>, la circulation internationale dans le domaine des écoles de sciences économiques commence au milieu des années 60, avec l'arrivée de professeurs américains qui devaient enseigner dans les premiers centres de *pós-graduação*<sup>3</sup> créés à São Paulo et à Rio, financés par les accords de coopération internationale des universités brésiliennes avec l'*USA Agency for International Development* et la Fondation Ford. Ces accords impliquaient également l'envoi d'étudiants et de professeurs brésiliens pour un séjour d'études aux États-Unis. Mais ce n'est qu'à partir des années 1970 que le flux de boursiers atteint une dimension importante, lorsque les agences du gouvernement brésilien commencent à financer de manière systématique les disciplines des sciences sociales. Ceci explique pourquoi, au début des années 1990, près de 46 % des professeurs qui enseignent dans les 13 centres de formation doctorale existant à l'époque au Brésil ont obtenu leurs diplômes aux États-Unis<sup>4</sup>.

---

<sup>2</sup> M. R. Loureiro, « L'internationalisation des milieux dirigeants au Brésil », *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 1998.

<sup>3</sup> Formation destinée aux titulaires d'une licence s'orientant vers l'équivalent des *masters* et doctorats.

<sup>4</sup> Pour une analyse plus détaillée du processus de modernisation et d'internationalisation des

D'après les données recueillies auprès des agences brésiliennes de financement de la recherche – la CAPES, le CNPq et la FAPESP – dans la période comprise entre 1987 et 1998, 522 boursiers brésiliens étudiant les Sciences économiques sont partis pour l'étranger, ce qui représente 3,2 % du total des boursiers, tous domaines compris (15.915). Il est intéressant d'observer que, parmi les disciplines du domaine des « sciences sociales appliquées » (qui inclut le Droit, la Gestion, l'Économie, l'Architecture/Urbanisme, la Démographie, les Sciences de l'Information, la Communication, etc.), suivant la classification des agences de financement, le domaine des sciences économiques est celui qui compte le plus grand nombre de boursiers envoyés à l'étranger : 32 % du total de la catégorie (1.626). Et si nous considérons aussi les autres disciplines des Sciences humaines (Sociologie, Sciences politiques, Anthropologie, Psychologie, Philosophie, Histoire, Géographie, etc.), les Sciences économiques se placent au premier rang<sup>5</sup>.

D'après la même source, le flux de la circulation dans le champ des économistes se dirige, encore aujourd'hui, majoritairement vers les États-Unis : entre 1987 et 1998, plus de 47 % des boursiers en sciences économiques (soit 249 personnes) s'orientent vers les États-Unis, alors que 20 % partent pour le Royaume-Uni et 18 % pour la France. Il faut souligner que le flux de boursiers vers les États-Unis est, parmi toutes les disciplines des deux catégories « Sciences sociales appliquées » et « Sciences humaines », plus élevé dans le domaine des sciences économiques, dépassant de loin toutes les autres disciplines, tant en chiffres absolus qu'en chiffres proportionnels. Par contraste, on peut indiquer que Psychologie, Gestion, Éducation et Sciences politiques, disciplines qui comptent le nombre le plus élevé de bourses pour les États-Unis, dans la période évoquée ci-dessus, ont envoyé respectivement à peine 94, 78, 74 et 70 boursiers. Les taux en pourcentage restent inférieurs à ceux observés dans le domaine des Sciences économiques : 26 % du total des boursiers en Psychologie, 30 % des boursiers en Gestion, 17 % en Éducation et 38 % en Sciences politiques. De tels chiffres révèlent, ainsi, un écart important quand on les compare avec ceux des Sciences économiques.

---

Sciences économiques au Brésil, voir M. R. Loureiro, 1998.

<sup>5</sup> Voir les données présentées par Leticia Canêdo et Afrânio Garcia dans ce volume.

Si l'envoi systématique des boursiers à l'étranger pour les formations au niveau maîtrise et doctorat, subventionnées par le gouvernement brésilien, est, depuis plusieurs décennies, à l'origine d'un accroissement important des compétences technico-scientifiques du pays, sur le plan individuel, les séjours dans les universités étrangères représentent aussi un levier pour les carrières professionnelles. Mais les titres et les compétences acquises dans les universités étrangères ou dans les organismes internationaux ont également d'autres usages, comme on le montrera dans cette étude.

Notre texte est ainsi organisé : la première partie présente, assez rapidement, les transformations subies par l'État brésilien au long des décennies 1930-1970 et qui sont à la base de la formation et du développement du champ de l'Économie au Brésil. Nous mettons l'accent sur les caractéristiques sociales des élites ayant conduit ce processus, et nous y soulignons le rôle joué par la circulation internationale de ces élites. Dans la deuxième partie, la circulation internationale est examinée en tant que moyen de formation et de perfectionnement technico-professionnel ayant un effet de levier sur les carrières individuelles dans le pays, tant dans les organismes gouvernementaux que dans les milieux universitaires. Dans la troisième partie, nous verrons comment on se sert délibérément du passage par des institutions académiques de prestige à l'étranger ou dans les agences internationales comme un atout dans les luttes internes, à différents moments de l'histoire du champ des économistes. Dans la quatrième partie, nous montrons les différences dans le processus de circulation internationale au sein des principaux centres universitaires en Sciences économiques au Brésil et leurs impacts académiques et politiques. Dans les considérations finales, nous ferons la synthèse des analyses effectuées.

**LA CONSTRUCTION DU CHAMP ET DE LA COMPÉTENCE DANS LES  
ORGANISMES DU GOUVERNEMENT ET LA CIRCULATION  
INTERNATIONALE DES PREMIÈRES GÉNÉRATIONS D'ÉCONOMISTES**

Du point de vue historique, le champ des économistes se forme au long de l'ère Vargas et au cours du processus de construction de l'État « national développementiste »<sup>6</sup>. Ce processus se caractérise par la centralisation du pouvoir dans l'exécutif fédéral, par l'accroissement des fonctions économiques de l'État et de son contrôle sur l'économie, et aussi par le déplacement du pouvoir du Congrès et des partis politiques vers les nouvelles agences bureaucratiques de planification et de régulation économique. Ces agences qui se constituent dans un espace important du pouvoir sont aussi des « écoles pratiques de savoir économique » pour des ingénieurs, des avocats et des hauts fonctionnaires qui, ayant acquis des compétences en matière économique, sont désormais appelés économistes.

Parmi ces nouvelles agences du pouvoir exécutif fédéral, on peut citer les conseils techniques – tels le Conseil fédéral du commerce extérieur (CFCE), le Conseil national de politique industrielle et commerciale (CNPIC) et la Commission de planification économique. Ils ont un grand poids politique en tant qu'espace de concurrence de groupes d'entreprises et ont joué un rôle important lors des débats des années quarante à propos de la planification et du protectionnisme industriel. Plusieurs d'entre eux deviennent des instruments de formation d'idéologies nationalistes et développementistes. Les conseils ont pour but d'élaborer des études et de suggérer des politiques aux secteurs économiques considérés comme prioritaires, tels l'énergie, les transports, les ressources minérales ou encore ceux concernant les finances publiques. Ils agissent dans le cadre d'un ministère et se composent d'hommes politiques, de chefs d'entreprise et de spécialistes, choisis par le président de la République.

Au-delà des conseils techniques, les commissions internationales jouent aussi un rôle décisif dans la constitution du champ des économistes. Il s'agit d'organismes associés qui rassemblent, pendant la période de la guerre et de

---

<sup>6</sup> L'ère Vargas comprend le premier gouvernement de Getúlio Vargas, de 1930-1945, y compris l'*Estado Novo*, période de régime dictatorial qui s'étend de 1937 à 1945 ; et le deuxième gouvernement, qui commence en 1951, après l'élection de Vargas par le vote populaire, mandat interrompu en 1954 avec son suicide.

l'après-guerre, des politiciens et des spécialistes brésiliens et américains en vue de la discussion de problèmes de l'économie nationale. On compte parmi elles la Commission de mobilisation économique de 1942, la Commission Cooke, de 1943-44, la Commission Abbink de 1948, la Commission mixte de 1951 qui a proposé la création de la Banque nationale du développement économique (BNDE), achevée en 1952, et l'élaboration du Plan des Objectifs, mis en route pendant le gouvernement Kubitschek (1955-1960). En stimulant, d'une part, la réalisation de tâches élémentaires telles que la systématisation d'informations éparses concernant différents secteurs de l'économie brésilienne, et d'autre part, la réflexion globale sur les problèmes du pays, les commissions et les conseils ont eu, non seulement des effets importants sur la formation des cadres de gestion économique, mais également des répercussions dans les oppositions survenues dans le champ des économistes en formation au Brésil, entre monétaristes orthodoxes et structuralistes. Outre les commissions citées ci-dessus, il convient de mentionner la CEPAL (Commission économique pour l'Amérique latine, organisme de l'ONU créé en 1948 et siégeant à Santiago, au Chili), pour le rôle qu'elle a joué dans la formation de la pensée économique au Brésil et en Amérique latine, ainsi que dans la formulation de théories explicatives du sous-développement. La CEPAL prônait l'interventionnisme de l'État comme promoteur du développement économique et protecteur des industries, face à la concurrence étrangère dans les pays d'Amérique latine. Ces thèmes sont introduits au Brésil par Celso Furtado, le principal représentant brésilien dans cet organisme<sup>7</sup>.

Finalement, il faut signaler le rôle joué par la Banque nationale du développement économique (BNDE), créée à partir d'une commission économique internationale, comme nous l'avons déjà mentionné. Elle représente un autre espace très important pour la formation de la

---

<sup>7</sup> Pour le rôle de la CEPAL dans la formation du champ des économistes au Brésil, voir aussi, M. R. Loureiro, « L'ascension des économistes au Brésil », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 108, juin 1995. Sur le rôle de la circulation internationale dans la carrière de Celso Furtado, voir A. García, « La construction interrompue », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 121/122, mars, 1998.

compétence pratique des économistes (appelés à l'époque experts) et de leur légitimation comme un nouveau segment des élites politiques<sup>8</sup>.

Si l'on examine les parcours des premiers cadres dirigeants les plus importants, on y retrouve la présence des éléments indiqués ci-dessus, comme le passage par des conseils économiques du gouvernement et par des commissions internationales, la formation pratique au cours des activités professionnelles, etc. Voici les parcours des figures les plus notables de cette première génération.

#### Eugênio Gudín



(Photo : DHBB pós-1930, 2001)

Eugênio Gudín, ingénieur né à Rio en 1886, est issu d'une famille de grands commerçants d'origine française, installés dans la capitale du pays au début du XIX<sup>e</sup> siècle, et qui fournissent des biens de luxe à l'aristocratie pendant l'Empire (1822-1889). Il a suivi des études à Paris, avant d'étudier dans une école allemande au Brésil. Entré à L'École polytechnique de Rio à l'âge de 14 ans, il obtient son diplôme en 1905, à l'âge de 19 ans, en tant que meilleur élève de sa promotion. Ayant dirigé, au cours de plusieurs années, des entreprises anglaises engagées dans la construction d'usines hydroélectriques, l'exploitation de chemins de

fer, etc. Gudín s'intéresse aux questions des transports et à l'économie. Il commence à cette époque à lire les auteurs classiques tels que Adam Smith, Ricardo et Alfred Marshall et, en même temps, à écrire dans des journaux de Rio sur des sujets économiques.

C'est grâce à ce double statut de chef d'entreprise étrangère et d'intellectuel « autodidacte » en matière d'économie qu'il est invité par le président Getúlio Vargas, dès le début des années trente, à participer à plusieurs conseils techniques ou encore aux commissions économiques créées au sein du gouvernement. Il a participé, en 1944, à la Conférence de Bretton Woods, aux États-Unis, qui donne naissance au Fonds monétaire international (FMI), où il a l'occasion de faire connaissance avec Keynes et ses théories. Avant d'être ministre des Finances, en 1955, il est, pendant plusieurs années, le représentant du gouvernement brésilien auprès du FMI.

<sup>8</sup> L'analyse suivante est très révélatrice de ce rôle : « Dès sa création et de façon plus nette sous le gouvernement Kubitschek, pratiquement toutes les demandes de financement pour les investissements industriels du secteur public et du secteur privé passent au crible de la BNDE. Le montant de ces ressources, ainsi que la liberté acquise auprès du Congrès pour l'application ... faisaient du contrôle de la BNDE une donnée importante dans le jeu des élites. Les "experts" étaient, en tant que catégorie, les mieux placés dans cette dispute. En bref, parce que c'étaient eux qui avaient accès à l'information technique introduite par la coopération internationale et requise à l'exercice efficace d'une des fonctions attribuées à la banque » (Voir L. Martins, *Pouvoir et développement économique : formation et évolution des structures politiques au Brésil*. Anthopos, Paris, 1976, p. 398)



### Otávio Gouveia de Bulhões



(Photo : DHBB pós-1930, 2001)

Otávio Gouveia de Bulhões, né à Rio en 1906, était, tout comme Gudin, d'origine sociale très élevée, ayant lui aussi une expérience cosmopolite. Fils de diplomate, il habita plusieurs années en France et en Autriche pendant son enfance. Avant d'obtenir son diplôme de Droit à Rio, il avait déjà lu plusieurs livres d'économie dans la bibliothèque de son oncle, qui fut ministre des Finances à deux reprises pendant la Première République (1889-1930) et avec lequel il vécut pendant sa jeunesse.

Dans les années 30 et 40, il travaille en tant qu'assistant auprès du ministre des Finances du premier gouvernement du président Vargas (1930-1945), et s'intéresse aux questions monétaires. Après un séjour d'études en sciences économiques à Washington, avec une bourse accordée par le gouvernement brésilien à la fin des années trente, il participe à plusieurs commissions économiques internationales – créées au Brésil pendant et après la guerre, sur l'initiative des gouvernements brésilien et américain – et aussi à la conférence de Bretton Woods. Ami et collègue très proche de Gudin pendant toute sa vie, Bulhões fut aussi représentant du gouvernement brésilien au FMI. Avant d'être ministre des Finances du premier gouvernement militaire (1964-1967), il crée, au sein de la Banque du Brésil, le Département de la monnaie et du crédit (SUMOC), qui prépare les cadres pour la future création de la Banque centrale : « C'était, avant tout, une école pratique du savoir économique, surtout pour les questions monétaires », dit-il dans ses mémoires.

Gudin et Bulhões ont pu construire leur image d'économistes les plus importants du pays, au moins jusqu'au début des années 60, grâce au cumul des fonctions de professeurs à la Faculté d'Économie de l'Université de Rio, de membres des conseils ou commissions économiques au sein du gouvernement et surtout, comme fondateurs et directeurs de l'IBRE à la FGV<sup>9</sup>. En effet, plus qu'à l'université, où le niveau d'enseignement n'était pas

<sup>9</sup> La Fondation Getúlio Vargas est une initiative des hauts fonctionnaires du premier gouvernement Vargas, en particulier de Simões Lopes, son président depuis sa création en 1944 jusqu'aux années 1980. Parmi ses domaines principaux d'activité, on souligne l'impulsion donnée à l'IBRE (Institut Brésilien d'Économie), dirigé par Gudin, et qui devient, dans les années 1950-60, le centre le plus important en sciences économiques du pays. Parmi ses activités, on lui doit en particulier les travaux d'élaboration des comptes nationaux (inspirés des politiques keynesiennes, à l'époque innovatrices y compris dans les pays développés), des bilans de paiements et des indices de prix, méthodologie importante dans une économie inflationniste comme l'économie brésilienne. L'IBRE a toujours gardé le contact avec des universités étrangères, recevant des professeurs et envoyant systématiquement ses membres faire des stages à l'étranger. Il s'est ainsi constitué en un centre cosmopolite, responsable de la

très élevé à l'époque, l'IBRE se constitue à la fois comme le pôle le plus important de production du savoir économique et comme l'espace où cette discipline acquiert une dimension pratique, en tant qu'élément de la compétence requise pour la gestion des politiques économiques. Les deux hommes (Gudin et Bulhões) constituent le noyau du groupe fondateur des cadres dirigeants de la gestion économique au Brésil. Ce groupe d'orientation monétariste occupe une position hégémonique dans le débat économique jusqu'aux années 1950, où ses orientations sur les questions du développement seront mises en cause par des économistes provenant de la CEPAL, en particulier Celso Furtado.

#### **CIRCULATION INTERNATIONALE FORMATION SCIENTIFIQUE À EFFET DE LEVIER SUR LES CARRIÈRES AU BRÉSIL**

Dans cette partie, on mettra l'accent sur les impacts de la circulation internationale sur les carrières individuelles. Si l'un des cas les plus flagrants est celui de Celso Furtado, dont le séjour dans des universités européennes et le passage par la CEPAL ont déjà fait l'objet d'une étude détaillée<sup>10</sup>, il y a d'autres cas dont les particularités aident à éclairer la réflexion sociologique à propos de la signification de la circulation internationale des élites.

Le parcours professionnel de Roberto Campos, un membre important du groupe ayant à sa tête Gudin et Bulhões et concurrent du groupe structuraliste de Celso Furtado dans le champ des économistes, révèle de manière significative comment la circulation dans les milieux diplomatiques et dans les commissions économiques internationales permet à un jeune homme brillant, mais d'origine modeste, d'accéder à des postes clés du gouvernement brésilien<sup>11</sup>.

---

diffusion d'informations, de théories et de débats économiques produits à l'extérieur du pays.

<sup>10</sup> Voir Garcia, 1998, *op. cit.*

<sup>11</sup> Pour une vision plus détaillée des luttes internes ayant caractérisé le champ des économistes au Brésil, voir M. R. Loureiro (*op. cit.*). Ces luttes font s'affronter des groupes de droite (monétaristes, orthodoxes, ou dans certaines circonstances appelés « *entreguistas* », c'est-à-dire soutenant les intérêts de l'impérialisme américain) et des groupes de gauche (structuralistes, hétérodoxes ou nationalistes). S'y mêlent donc des différences théoriques et des clivages politico-idéologiques.

### Roberto Campos



(Photo : DHBB pós-1930, 2001)

Roberto Campos, à la différence de Gudin et de Bulhões, est issu d'un milieu social plus modeste. Il est né à Cuiabá, dans l'état de Mato Grosso, en 1917. Après de longues études dans un séminaire catholique et après avoir quitté la vie religieuse, il devient enseignant dans des écoles de province, dans l'état de Minas Gerais. Il s'installe à Rio et se présente à un concours, en 1939, au ministère des Affaires étrangères « parce qu'on n'y exigeait pas d'être dactylo », raconte-t-il dans une interview. Ayant réussi ce concours, il travaille quelques années dans des postes subalternes à Rio. Il est ensuite à Washington, au bureau des Affaires commerciales qui, selon ses propres mots, n'était pas, à l'époque, très prestigieux. C'est pendant ce séjour qu'il poursuit des études en économie à l'Université de Washington et à l'Université de Columbia, à New York. Grâce à des résultats extrêmement brillant, il commence à participer à de nouvelles commissions internationales organisées après la guerre au sein de l'ONU.

À Bretton Woods, il fait la connaissance de Gudin et Bulhões, qui l'apprécient énormément et à son retour au Brésil, au début des années 50, ceux-ci l'introduisent dans leur réseau de relations. À Rio, non seulement il remplace Gudin quand celui-ci prend sa retraite de l'enseignement universitaire, mais il entame surtout une carrière réussie comme dirigeant d'organes de gestion économique dans le gouvernement : en 1951, il participe à la Commission Mixte Brésil-États-Unis, dirigée par Bulhões ; en 1952, avec la création de la BNDE, il en devient un des principaux dirigeants ; il deviendra également une des figures les plus importantes du Plan d'objectifs du gouvernement Kubitschek<sup>12</sup>. S'impliquant de manière intense dans les débats politico-idéologiques de la période qui mobilisent des questions telles que le nationalisme, « développementisme » et réformes, Roberto Campos devient une figure éminente dans les groupes de la droite appelée « *entreguista* ». Son ascension, en 1964, au poste de ministre du Plan du premier gouvernement militaire, celui du Général Castelo Branco, en équipe avec Bulhões, placé à la tête du ministère des Finances, peut être vue comme le couronnement d'une carrière dans laquelle plusieurs éléments sont associés : en plus de l'articulation politique avec le groupe qui soutint le mouvement favorable au coup d'état de 1964, les relations sociales établies au début de sa carrière comme diplomate aux États-Unis et consolidées à Rio dans les agences gouvernementales et dans les milieux universitaires ont également eu un poids décisif.

<sup>12</sup> Tant la BNDE que le Plan d'Objectifs du gouvernement Kubitschek furent des déploiements de la Commission Mixte Brésil-États-Unis, l'une des commissions économiques internationales ayant réuni, dans la période de la guerre et de l'après guerre, des hommes politiques et des techniciens brésiliens et américains pour qu'ils discutent ensemble des problèmes de l'économie brésilienne. (Voir L. Sola, *The Political and Ideological Constraints to Economic Management in Brazil, 1945-1963*. Oxford, Oxford University Press, 1982). Roberto Campos a également fait partie avec Bulhões du cabinet de consultants Consultec et, avec des membres de la Fondation Getúlio Vargas, il a été actif dans l'IPES (Institut de Recherche Économique et Sociale), un centre important de l'articulation politique, idéologique et financière du mouvement favorable au coup d'état 1964 (Voir R. Dreifus, 1964 : *A conquistista do poder, ação política, poder e golpe de classe*. Ed. Vozes, Petrópolis, 1981).

On peut encore citer, afin de renforcer notre argument, le parcours d'un fonctionnaire de la Banque du Brésil, un homme au profil moins controversé et politisé que celui de Roberto Campos, mais qui accède également à des postes dirigeants dans le gouvernement brésilien<sup>13</sup>. Ernani Galveias commence sa carrière dans des postes subalternes de la Banque du Brésil et arrive à la présidence de la Banque centrale et à la position de ministre des Finances. Son témoignage, transcrit ci-dessous, révèle l'impact d'une formation suivie à l'étranger qui légitime sa compétence technique et lui ouvre de nouvelles opportunités dans des organismes gouvernementaux :

« (Le directeur Borges da Fonseca) a eu une vision très large de ce qui pouvait être le travail à la SUMOC et a envoyé beaucoup de monde faire des études à l'étranger. Il a encouragé plusieurs personnes à aller suivre des cours à l'étranger, deux fonctionnaires ont suivi des cours de bilan de paiements au FMI, un autre est parti pour l'Angleterre. Moi, je suis d'abord allé au Mexique, où il y avait un cours de théorie et politique monétaire que beaucoup souhaitaient faire. C'était un cours de huit mois au CEMLA, Centre d'études monétaires latino-américain... J'ai suivi le cours en 1954. Il a été très important pour moi pour deux raisons. Tout d'abord parce que j'ai eu de très bons professeurs mexicains et de la Banque mondiale... Ensuite car j'ai reçu une bourse d'études dans une université américaine... Je suis allé faire un *master* en sciences économiques à l'Université de Yale, en 1958 »<sup>14</sup>.

Après cette expérience internationale, Galveias rentre au Brésil au début des années 1960 et commence son ascension professionnelle, il occupe les postes de chef du département économique de la SUMOC (1960-1961), d'attaché pour les Affaires Économiques du ministre des Finances (1961-1966), et de Directeur du Portefeuille du commerce extérieur (CACEX), organe de la Banque du Brésil (1966-1968). Il arrive à la présidence de la Banque centrale en 1968 (position dans laquelle il reste jusqu'en 1974 et à laquelle il revient entre 1979 et 1980) et au poste de ministre des Finances en

---

<sup>13</sup> La Banque du Brésil est une ancienne banque publique aux fonctions commerciales qui jusqu'en 1965, lorsque la Banque Centrale est créée, exerce également les fonctions typiques d'une banque centrale, telles que le contrôle de la monnaie et du change. Plusieurs fonctionnaires, notamment ceux qui appartenaient à la Surintendance de la Monnaie et du Crédit (SUMOC), ont été mutés à la Banque Centrale.

<sup>14</sup> CPDOC/FGV, Ernani Galveias, Depoimento, 1999, p. 8-10.

1980, au gouvernement Figueiredo, où il demeure jusqu'à la fin du régime militaire en 1985.

Si on essaie de généraliser de telles expériences individuelles et d'observer des périodes plus récentes, on peut indiquer une donnée significative : tous les présidents de la Banque centrale sur lesquels nous disposons de renseignements ont eu une expérience importante à l'étranger, soit en réalisant des cours de *pós-graduação*, soit en exerçant des activités professionnelles dans des organismes internationaux ou dans des banques privées<sup>15</sup>. Le tableau ci-dessous, qui systématise des informations sur la formation scolaire de ces dirigeants, est également très significatif : 90 % des présidents ont suivi des enseignements de 3<sup>e</sup> cycle et près de 80 % d'entre eux ont fait leur doctorat aux États-Unis. Parmi les directeurs, également, ce taux atteint presque 50 %.

Tableau 1 – Carrières et formations à l'étranger des dirigeants de la Banque Centrale (1965-2004)

Position et carrières	Total		Dirigeants avec master et/ou doctorat				
	N.	%	Brésil	USA	Autres pays	% formation doctorale	% formation doctorale aux USA
Présidents	21	100,0	2	15	2	90,4	78,9
– Universitaires	10	47,6	1	9	0	100,0	90,0
– Bureaucrates	6	28,5	0	2	1	50,0	66,6
– Issus du marché financier	5	23,9	0	4	1	100,0	80,0
Directeurs	57*	100,0	16	17	3	63,0	47,2
– Universitaires	17	29,8	2	13	2	100,0	76,4
– Bureaucrates	27	47,3	10	2	0	44,4	16,6
– Issus du marché financier	13	22,8	4	2	1	53,8	28,5

Sources : Banque Centrale du Brésil ; Dictionnaire Historique et Biographique, CPDOC/FGV, 1983.

\* Les données disponibles concernent 57 sur un total de 74 directeurs.

<sup>15</sup> Nous avons examiné dix-neuf curricula sur un total de vingt-et-un présidents de la Banque Centrale, depuis la création de cet organe en 1965 jusqu'en 2004.

Quelques exemples plus récents de carrières de présidents de la Banque Centrale doivent être soulignés, car ils révèlent des voies différentes de la circulation internationale : celui de Pedro Malan, issu du milieu universitaire, et celui de Henrique Meirelles, issu du marché financier.

### Pedro Malan



(Photo : DHBB pós-1930, 2001)

Pedro Malan, né à Rio, a étudié dans une école de l'élite traditionnelle – le Collège Santo Inácio. Il fréquente ensuite deux écoles supérieures – l'École polytechnique de l'Université catholique de Rio (PUC-Rio) et la Faculté de Sciences économiques de l'Université fédérale de Rio (UFRJ). Après son doctorat à l'Université de Berkeley, aux États-Unis, en 1973, il devient professeur à la PUC-Rio ainsi que chercheur de l'PIPEA (*Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada*) qui est un important *think tank* lié au ministère du Plan. C'est la période où il acquiert une certaine notoriété. Il a gagné en notoriété au fur et à mesure qu'il s'est engagé, avec comme partenaire le professeur A. Fishlow, de l'Université de Berkeley, dans des recherches vouées à expliquer

les énormes disparités dans la distribution des richesses au Brésil, ce qui a déclenché de violentes polémiques avec les économistes de la Fondation Getúlio Vargas, plus favorables aux principes fondant la politique économique du régime militaire. Au début des années 1980, il entreprend une carrière passant par des organismes internationaux tels que l'ONU, à New York, où il fait partie d'un groupe de recherche en économie et politique sociale de 1983 à 1986. Depuis 1986, il a intégré, comme représentant du Brésil et d'autres pays sud-américains, l'équipe de la Banque Mondiale ainsi que celle de la Banque interaméricaine de développement (BID). Il a dirigé aussi les négociations de la dette brésilienne à l'étranger, en tant que consultant spécial du ministère des Finances en 1991. Il est arrivé au poste de président de la Banque centrale du Brésil en 1993, il a participé à l'élaboration du Plan réal<sup>16</sup>. En 1995, sous le gouvernement de Fernando Henrique Cardoso, il a été nommé ministre des Finances, poste dans lequel il est resté pendant les deux mandats présidentiels (1995-1998 et 1999-2002) ayant été considéré comme le « tsar » de la gestion de l'économie brésilienne.

<sup>16</sup> Réforme économique et introduction du *real*, monnaie en vigueur jusqu'à aujourd'hui.

### Henrique Meirelles



(Photo : *Diário Econômico*, 2005)

En guise de contraste, signalons que Henrique Meirelles, président de la Banque centrale du gouvernement Lula, est né dans un village à l'intérieur de l'état de Goiás, il fait sa formation d'ingénieur à l'Université de São Paulo en 1972 et son mastère en gestion à l'Université Fédérale de Rio de Janeiro, en même temps qu'il débute sa carrière, en 1975, à la Banque de Boston.

Il connaît une belle ascension dans cette institution financière dont il devient le président de la filiale brésilienne en 1984, président mondial de la Bank Boston Corporation entre 1996 et 1999 et de la FLEET Boston Financial entre 1999 et 2002. En tant que président de la Banque de Boston au Brésil, il suit un MBA à l'Université d'Harvard en 1984 et il développe de nombreuses activités dans le monde des finances au Brésil : directeur exécutif de la Fédération brésilienne des banques (FEBRABAN), président de l'Association brésilienne de banques internationales, président de la Chambre américaine de commerce, etc. Dans le domaine international, il a vécu plusieurs années aux États-Unis où il a dirigé des banques importantes, il a été membre du Conseil des Amériques à New York et il est toujours directeur de la Chambre américaine de commerce Brésil-États-Unis.

À la différence de Malan, dont la circulation internationale se fait notamment dans les milieux universitaires et dans des domaines de recherche des agences internationales, Meirelles n'a construit sa carrière internationale que dans le domaine financier privé. À l'exception d'une formation brève de *MBA* en business, son expérience aux États-Unis se concentre exclusivement sur son travail en tant que haut dirigeant d'une banque. Ce sont ces « lettres de créance » qu'il porte lorsqu'il est choisi comme président de la Banque Centrale d'un gouvernement de gauche. Un tel paradoxe peut s'expliquer par le besoin qu'a le gouvernement Lula de pourvoir son déficit important de crédibilité auprès du marché financier interne et des investisseurs externes, déficit avec lequel il commence son mandat et qui s'explique par les positions, antérieurement adoptées par son parti (PT), de franche hostilité envers les agences financières internationales et favorable au moratoire de la dette publique<sup>17</sup>.

<sup>17</sup> L. Sola, *Financial Credibility, Legitimacy and Political Discretion; Lula da Silva Government, First Year*. Travail présenté à la 4<sup>e</sup> Rencontre nationale de l'ABCP- Association brésilienne de sciences politiques, Rio, 21-24 juillet 2004.

D'un autre côté, il faudrait indiquer que la circulation internationale est un facteur décisif du parcours non seulement des présidents issus des milieux universitaires ou du marché financier mais également de ceux qui viennent de la bureaucratie publique. Deux cas méritent d'être soulignés, celui de Elmo Camões et de Gustavo Loyola. Bien qu'appartenant à des générations distinctes, le premier né en 1927 et le second en 1952, tous les deux ont commencé leur carrière comme fonctionnaires de la Banque du Brésil et de la Banque centrale respectivement. N'ayant pas une réussite scolaire notable, Camões arrive à la présidence de la Banque Centrale après un parcours dans des agences de la Banque du Brésil à l'étranger (Paraguay, Uruguay et New York), et grâce aux activités développées dans des organes tels que la Chambre de Commerce du Brésil, dans des agences internationales comme l'ALALC (Association latino-américaine de libre commerce) et encore comme directeur et président de la Commission de change et de commerce extérieur de la Fédération brésilienne des banques (FEBRABAN).

Quant à Gustavo Loyola, tout en ayant effectué également sa formation universitaire au Brésil – avec une licence en sciences économiques à l'Université Nationale de Brasília, maîtrise et doctorat à la Fondation Getúlio Vargas – il participe pendant plusieurs années à des commissions de politique financière et monétaire de l'ALADI (Association latino-américaine d'intégration), des réunions de gouverneurs latino-américains du FMI/BIRD et d'autres réunions d'organismes internationaux de négociation de la dette extérieure.

En somme, on peut affirmer sans risque que la circulation internationale a des impacts sur le parcours de carrière de tous les membres de l'élite dirigeante d'un organe décisif de la gestion macroéconomique, comme la Banque Centrale. Même si d'autres facteurs, tels que le leadership, la capacité d'articulation et de négociation politique, la représentation de groupes d'intérêt, etc. peuvent compter pour l'ascension aux postes de dirigeants, il faut prendre en compte le poids de ce facteur récurrent. Autrement dit, la circulation internationale donne aux individus plus de ressources en connaissance technique, plus de "capital" social, grâce à l'élargissement de leur réseau de contacts, en particulier dans le marché financier et dans les agences internationales, ainsi qu'une plus grande légitimité en tant qu'autorité politique compétente.



**LA CIRCULATION INTERNATIONALE COMME ATOUT  
DANS LES LUTTES INTERNES**

Comme on l'a indiqué, la participation dans les circuits internationaux et les contacts qui y sont construits apparaissent comme un instrument puissant de légitimation de la compétence et de l'autorité intellectuelle ou professionnelle de celui qui la pratique et, par conséquent, peuvent se constituer en un atout dans les disputes entre des groupes concurrents dans le champ social étudié. On peut citer deux moments importants de confrontations dans le champ des économistes, au cours desquels les atouts de la circulation internationale ont eu un rôle décisif. Dans les années 1940 les discussions sur la définition du profil du cours de sciences économiques qui va être implanté au Brésil conduisent à la confrontation de deux grands pôles de lutte. D'un côté, les groupes de personnes issues des écoles de commerce et de comptabilité qui voient dans la création de la Faculté de sciences économiques dans l'institution appelée alors Université du Brésil l'occasion d'obtenir un statut universitaire pour leurs cours et, en même temps, d'obtenir de la reconnaissance sociale pour leur profession. De l'autre côté, se trouvent ceux pour lesquels la nouvelle institution devrait être un noyau de formation de cadres dirigeants nécessaires à la modernisation de l'État brésilien. Eugênio Gudin et Otávio Gouveia de Bulhões sont les principaux défenseurs de cette thèse qui finit par l'emporter. Pour cela, ils ont mobilisé non seulement les capitaux de relations sociales en tant que membres de l'élite politique et économique de Rio de Janeiro et en tant que membres des hauts échelons du gouvernement Vargas, mais aussi leurs atouts internationaux<sup>18</sup>.

Il est intéressant de rappeler la stratégie de Gudin et de Bulhões de soumettre leur projet de création d'un cours de sciences économiques peu après la Conférence de Bretton Woods, à laquelle ils participent comme représentants brésiliens. Ils ont ainsi attribué à ce travail une double légitimité : celle des milieux universitaires américains, afin de se rendre plus forts devant leurs adversaires au Brésil ; et, dans l'université américaine, celle des organismes internationaux qu'ils viennent de quitter. Voilà comment

---

<sup>18</sup> Pour une analyse plus détaillée de ces luttes, voir M. R. Loureiro, 1995, *op. cit.*

Gudin raconte cette visite dans une lettre à Gustavo Capanema, alors ministre de l'Éducation :

« J'ai écrit sur le tableau le programme et le projet du cursus que nous vous recommandons, afin de les soumettre à la critique de tous et afin de recevoir les suggestions des professeurs. J'ai la satisfaction de vous informer que, après avoir posé plusieurs questions et demandé des éclaircissements, tous les professeurs d'Harvard ont jugé le programme excellent, ajoutant qu'il n'y avait rien à modifier »<sup>19</sup>.

Dans un témoignage daté de 1979, Gudin se remémore cette visite et les disputes concernant la création de la faculté de sciences économiques : « Je suis allé à la Conférence de Bretton Woods et au retour, au lieu de descendre par les chemins normaux, je suis descendu à Harvard. Là, il y a une faculté de sciences économiques ; et de l'autre côté de la Charles River, la *Business Administration*. J'ai dit à mes collègues d'Harvard : je lutte au Brésil pour séparer les sciences économiques des sciences comptables, mais on ne le veut pas, on veut les mettre ensemble. Qu'en pensez-vous ? Ils ont dit : Nous ne savons pas si vous avez, au Brésil, une Charles River. Si vous n'en avez pas, créez-en une et séparez-les. J'ai transmis le message à Capanema et cela a été un argument décisif pour qu'il fasse exécuter ce que j'avais proposé »<sup>20</sup>.

Dans une période plus récente, également, un fait très significatif en faveur de l'argument soutenu ici est la « campagne » réalisée dans les années 1980 par deux jeunes économistes brésiliens – Pêrsio Arida et André Lara Resende – en vue d'obtenir une reconnaissance internationale et, par conséquent, l'approbation académique et politique au Brésil de leur thèse sur l'inflation inertielle qui va devenir quelque temps après la base du programme de stabilisation monétaire de 1986, connu sous le nom de Plan Cruzado<sup>21</sup>.

---

<sup>19</sup> Schwartzman, Bomeny et Costa, *Tempos de capanema*, FGV, Rio, 1984, p. 224.

<sup>20</sup> CPDOC/FGV, Eugenio Gudin, Depoimento, 1979, p. 89-90.

<sup>21</sup> Plan de stabilisation économique adopté en février 1986 pour combattre une inflation galopante et qui met en circulation une nouvelle monnaie, le *cruzado*.

## Pérsio Arida et André Lara Resende



(DHBB pós-1930, 2001)



(Isto é jublo 2005)

« Septembre 1984, réunion du Fonds Monétaire International à Washington. Pérsio est déjà là et avait terminé la version en anglais de sa proposition de réforme. André arrive avec son article brésilien encore inédit. Les textes sont distribués et circulent parmi les diverses autorités présentes. André fait un exposé à la Banque Centrale Nord-américaine à Washington où ses idées sont bien reçues. Pérsio est appelé à l'exposer lors d'un séminaire au Woodrow Wilson, à Washington, où il travaillait à l'époque. Le texte fondamental de cette réunion, tenue en octobre 1984, était l'article de Pérsio en anglais : "*Economic Stabilization in Brazil*". L'assistance, installée dans une salle au décor classique, au milieu d'une immense bibliothèque, se compose de fonctionnaires de la Banque mondiale, du Département d'état et du FMI ainsi que de personnes intéressées par le Brésil pour des questions de recherche ou par obligation professionnelle. [...] Les échos de leur proposition résonnent ici et là, jusqu'à ce que les documents tombent entre les mains de John Williamson qui avait déjà été professeur à la Faculté d'économie de

l'Université catholique de Rio et qui travaillait alors à l'Institut d'économie internationale à Washington. André, Pérsio et Williamson se connaissaient bien et ils décident que ce dernier devra organiser, aux Etats-Unis, un séminaire international sur l'expérience de certains pays dans la lutte contre l'inflation – le Brésil, l'Argentine et Israël – ainsi que sur les hyper-inflations européennes. Pérsio et André devaient écrire à quatre mains un article complet sur la réforme monétaire. Le séminaire est programmé pour décembre 1984 et la rencontre devait réunir des économistes qui, à plus ou moins longue échéance, allaient piloter les réformes en Israël, en Argentine et au Brésil, dans cet ordre. *La connexion internationale était en train de prendre forme...* Après la réunion du FMI, alors que Pérsio restait aux États-Unis, Resende rentre à Rio de Janeiro. Il y rencontre une atmosphère agitée et même hostile [...]. Mais ses articles avaient été publiés et obtiennent, très rapidement, le soutien explicite de l'ancien ministre des Finances : Simonsen. Ceci change la nature de la controverse, du moins pour le grand public. Resende et Pérsio étaient des universitaires respectés mais pas des personnalités de grande importance. Simonsen, lui, avait une autre envergure : leader de toute une génération d'économistes, deux fois ministre, son nom est respecté au sein des communautés universitaire, patronale et financière au niveau international. C'était un homme public de première ligne. La presse s'agita : la nouvelle était maintenant en première page. Ayant droit à télévision et aux revues ».

Pérsio Arida et Lara Resende enseignent, à l'époque, à l'Université Catholique ( PUC-Rio) et ils avaient fait leur doctorat aux États-Unis, où ils ont eu l'occasion d'établir des contacts au sein du circuit scientifique international. En dépit de l'échec du Plan Cruzado, programme de stabilisation monétaire, auquel ils avaient participé en 1986-87, il ne semble pas hasardeux d'affirmer que la légitimité académique de ces économistes, soutenue par la reconnaissance de leur compétence technique de la part des milieux académiques des universités américaines et des membres des organismes internationaux, contribue à ce que, avec d'autres collègues de la PUC-Rio, ils soient choisis par le gouvernement en 1993-94 avec pour tâche

de formuler et mettre en place le Plan Réal de 1994, sous la direction de Fernando Henrique Cardoso, alors ministre des Finances<sup>22</sup>.

### L'HÉTÉROGÉNÉITÉ DE LA CIRCULATION INTERNATIONALE DES ÉCONOMISTES

Si la circulation internationale est un trait constitutif du champ des économistes au Brésil, ce processus n'est pourtant pas homogène. Le tableau ci-dessous illustre bien ce qui distingue quelques uns des centres les plus importants de formation d'économistes au Brésil<sup>23</sup>.

---

<sup>22</sup> Il est intéressant de mentionner que l'explication dominante, à cette époque, de l'échec du Plan Cruzado renvoyait à des facteurs politico-partisans ou aux orientations populistes du gouvernement, ce qui dégageait la responsabilité des économistes et du modèle technocratique de la gestion macro-économique. La citation qui suit l'illustre bien : « Ce plan, bien pensé et élaboré par un groupe d'économistes de grande qualité, fut mal géré, pour une série de raisons – essentiellement de caractère populiste national-développementiste, du PMDB et du gouvernement Sarney – et il a finalement échoué de manière fracassante » (Bresser Pereira, « Contra a corrente no ministério da Fazenda, problematizando uma experiência de governo », (in) : *Revista Brasileira de Ciências Sociais*, n° 19, juin 1992, p. 5).

<sup>23</sup> Il y a aujourd'hui plus d'une dizaine de centres de formation doctorale en sciences économiques au Brésil. En plus des quatre indiqués ci-dessus, il faut mentionner aussi la Faculté d'Économie de l'Université de São Paulo (USP) parmi les plus importantes du pays. Cette institution n'a pas été ajoutée dans ce tableau car ses données n'étaient pas encore disponibles. Pour une vision plus détaillée des propriétés sociales des membres des centres les plus importants de formation d'économistes, voir M. R. Loureiro, 1998, *op. cit.*

Tableau 2 – Direction du flux international des professeurs de quelques centres de formation doctorale en sciences économiques au Brésil, 2004

Centres	N. total de professeurs	Proportion des diplômés à l'étranger en % *		
		Total	États-Unis	France
EPGE- FGV	25	68	64	0
PUC-Rio	17	82	70	0
UFRJ	64	43	11	9
UNICAMP	83	7	1,2	3,6

*Sources* : Sites des cours respectifs, août 2004. Comprend le mastère, doctorat et post-doctorat  
 EPGE – École de formation doctorale en sciences économiques de la Fondation Getúlio Vargas do Rio de Janeiro

PUC-Rio – Université Catholique de Rio de Janeiro

UFRJ – Université Fédérale de Rio de Janeiro

UNICAMP – Université de Campinas

On observe, d'une part, qu'à l'Université catholique de Rio (PUC-Rio), plus de 80 % des enseignants ont des diplômes étrangers, et un taux de 70 % en ce qui concerne les professeurs de l'École de formation doctorale en Sciences économiques de la Fondation Getúlio Vargas (EPGE/FGV). D'autre part, à l'UNICAMP – Université de Campinas, ce pourcentage ne dépasse pas 7 %. L'UFRJ présente une position intermédiaire, la formation de ses enseignants étant distribuée presque à égalité entre le Brésil et l'étranger.

En plus de cela, alors que dans les deux premières la circulation internationale se fait surtout avec les États-Unis, à l'UNICAMP – Université de Campinas, les rares liens avec l'étranger se font principalement avec la France. La résistance de la part de l'Institut d'économie de l'UNICAMP à l'envoi de ses enseignants à l'étranger, et en particulier vers les États-Unis, peut être liée à ses positions politiques de gauche, théoriquement plutôt identifiées avec les orientations de la CEPAL, institution avec laquelle plusieurs de ses fondateurs sont en contact en raison des cours suivis à Santiago voire au Brésil, pendant les années 1960.

Ces données indiquent que les anciennes oppositions entre structuralistes *versus* monétaristes, ou orthodoxes *versus* hétérodoxes, qui organisent le champ des économistes au Brésil dans les années 1950-1960, sont toujours présentes, bien que transformées par des enjeux de lutte

nouveaux. Ainsi, deux pôles se consolident. D'un côté, se trouve l'EPGE qui suit les orientations fondamentales de la Fondation Getúlio Vargas des années 1950-60 ; elle est considérée encore aujourd'hui comme le bastion monétariste le plus orthodoxe, ses membres valorisant particulièrement la modélisation mathématique et l'outillage économétrique. C'est aussi la position de la PUC-Rio qui est constituée d'anciens étudiants et de professeurs dissidents de l'EPGE. Ces deux centres forment le pôle le plus internationalisé, c'est-à-dire le plus intégré au *mainstream* actuel des sciences économiques, dominant dans les universités américaines. Ainsi, les professeurs de l'EPGE et de la PUC-Rio participent de manière plus intense que les autres au circuit scientifique international – présence dans des congrès ou séminaires internationaux, publications dans des revues étrangères et participation aux sociétés scientifiques – et sont également présents dans les agences économiques internationales tels que le FMI, la Banque mondiale, l'OMC<sup>24</sup>.

Par ailleurs, les cours de l'UNICAMP, qui se définit comme un pôle moins internationalisé, mis en place par des anciens disciples de la CEPAL, sont toujours restés liés aux questions définies comme structurelles. Les analyses sont développées selon un langage peu formalisé et mettent l'accent sur des approches historiques et socio-politiques des processus économiques<sup>25</sup>.

Les tableaux qui suivent, concernant trois centres importants de formation doctorale en sciences économiques dont on a pu obtenir des informations, permettent également d'évaluer d'autres impacts concernant l'hétérogénéité du processus de circulation internationale, en particulier les stratégies de publication des professeurs, ainsi que le type de bibliographie utilisée majoritairement dans les cours. La circulation plus intense des professeurs de la PUC-Rio et de l'EPGE a permis la publication plus fréquente de leurs professeurs dans des revues scientifiques de langue

---

<sup>24</sup> Il y avait sept professeurs de la PUC-Rio, ainsi que trois de l'EPGE dans les registres d'affiliation de l'*American Economic Association* et de l'*Econometric Association*, d'après les publications, respectivement, de l'*American Economic Association* (1993) et de l'*Econometric Association* (1994).

<sup>25</sup> M. R. Loureiro, 1998, *op.cit.*

anglaise, aux États-Unis ou dans d'autres pays, comme l'indiquent les données du tableau 3 ci-dessous.

Tableau 3 – Publications des professeurs appartenant à quelques formations doctorales dans des revues internationales : bilan quantitatif des articles (1977-1994)

Revues	Programmes		
	EPGE/FGV	PUC/RJ	UNICAMP
<b>Total</b>	<b>23</b>	<b>44</b>	<b>11</b>
En anglais	18	28	-
<i>J. Math. Economics</i>	3	-	-
<i>J. Econometrics</i>	1	-	-
<i>Econometrica</i>	4	-	-
<i>J. Econ. Theory</i>	6	-	-
<i>Quartely J. Economics</i>	4	2	-
<i>The Bell J. Economics</i>	-	1	-
<i>The Economics Journal</i>	-	1	-
<i>World Development</i>	-	8	-
<i>Economic History Review</i>	-	1	-
<i>J. of Development Economics</i>	-	15	-
<i>J. of Post Keynesian Economics**</i>	-	-	-
<i>Cambridge Journal of Economics</i>	-	-	-
En espagnol	5	16	11
<i>El Trimestre Económico</i>	4	13*	6
<i>Revista de la CEPAL</i>	1	3	5

Source : Données recueillies dans des revues de sciences économiques depuis 1970. On a mentionné dans cette liste seulement les revues où l'on a trouvé des articles écrits par des professeurs brésiliens.

\* Un seul professeur de la PUC-Rio, Edmar Bacha, a écrit sept articles publiés dans le *Trimestre Económico*, dans la période 1984 à 1992. Ce professeur a également écrit cinq autres articles pour le *Trimestre Económico*, quand il se trouvait à l'EPGE (1970-71) et à l'UnB (1974-77).

\*\* Dans cette revue, on a trouvé neuf articles écrits par des économistes brésiliens appartenant à d'autres universités ne faisant pas partie de la liste présente dans ce tableau.

La bibliographie utilisée également dans les trois centres de *pós-graduação* montre que la plus grande circulation internationale des membres de la PUC-Rio et de l'EPGE s'exprime dans les proportions plus élevées d'ouvrages en anglais : près de 80 % dans le premier centre et de 90 % dans le second, alors qu'à l'UNICAMP, cette proportion n'atteint pas 10 %, d'après les données du tableau 4. Il faut observer que, comme on a demandé à chaque centre de n'envoyer que les programmes relatifs aux disciplines les plus représentatives de leur profil, les données ci-dessous sont encore plus significatives.

Tableau 4 – Bilan quantitatif de la bibliographie des disciplines sélectionnées dans des programmes de formation doctorale en Économie : origine nationale des livres et articles – années 1990

Programmes	Textes en portugais			Textes en anglais		Textes en espagnol et en français	
	Ecrits N. total	Traduits N. total	%	N. total	%	N. total	%
EPGE/FGV	18	0	8	208	90	4	2
PUC/RJ	39	9	16	233	78	19	6
UNICAMP	280	53	69	45	9	108	22

Sources : Franco, *Cursos de Economia*. Rio de Janeiro. ANPEC.1992. Il se sert des informations présentes dans le catalogue de l'Association nationale de *pós-graduação* en sciences économiques (ANPEC).

### CONSIDÉRATIONS FINALES

En résumé, l'analyse de la circulation internationale dans le champ des économistes permet de mettre la lumière sur certaines dimensions spécifiques de ce processus. Les divergences internes dans cet espace social expliquent non seulement la direction du flux de leurs membres – principalement vers les États-Unis, dans les écoles plus orientées par le *mainstream* de la discipline, réduite ou presque inexistante dans les autres – mais elles permettent aussi de comprendre l'intensité avec laquelle la circulation internationale se fait parmi leurs différents groupes, tant en ce qui concerne les cours réalisés et les travaux publiés à l'étranger, que dans le choix de la bibliographie utilisée dans les disciplines enseignées au Brésil.

Par ailleurs, dans le champ des économistes, les parcours internationaux sont un levier décisif dans les carrières de ceux qui réussissent à capitaliser les potentialités que contiennent ces parcours pour le renouvellement professionnel et pour le perfectionnement de la connaissance scientifique, comme dans d'autres milieux professionnels. Mais ils ont également d'autres usages. Dans un champ dans lequel se forment et interviennent non seulement des scientifiques ou des universitaires, mais aussi des dirigeants gouvernementaux, le séjour dans des universités étrangères, spécialement aux États-Unis et dans les organismes financiers internationaux sont des atouts importants dans les conflits entre les groupes qui visent à la reconnaissance de leur compétence technique, sur le plan national, à travers la



reconnaissance dans les circuits internationaux. Les porteurs de « lettres de créance » s'affirment ainsi comme des porteurs légitimes d'autorité scientifique et politique pour commander les agences économiques du gouvernement qui constituent une cible importante de leurs stratégies de carrière. Ce n'est pas par hasard si les équipes économiques qui élaborent les plans de stabilisation monétaire (années 1980-1990) et qui ont participé à la gestion de la politique économique brésilienne au cours des dernières décennies, dans différents gouvernements, de droite et de gauche, sont majoritairement composées par les économistes de la PUC-Rio et, à une moindre échelle, de l'EPGE. Quelques rares économistes de l'UNICAMP participent à la gestion du Plan Cruzado, en 1986, mais à titre « d'économistes du PMDB (Parti du mouvement démocratique brésilien) », c'est-à-dire accrédités plutôt par le soutien d'un parti que par la distinction académique. Au cours des huit années du gouvernement Fernando Henrique Cardoso, l'hégémonie de la PUC-Rio a été considérable dans l'élaboration et dans la mise en place des politiques de stabilisation monétaire et d'ajustement fiscal ainsi que des réformes néolibérales. Même dans le gouvernement Lula, dont on pouvait attendre la formation d'un groupe plus en phase avec les orientations développementiste, Carlos Lessa (directeur de la BNDES pendant deux ans environ) a été un représentant unique et isolé de la pensée cépalienne au sein d'une équipe orthodoxe, voire conservatrice, qui domine les organes centraux de la gestion économique, comme la Banque centrale et le Secrétariat du trésor national<sup>26</sup>.

---

<sup>26</sup> Carlos Lessa, ancien disciple de la CEPAL et professeur à l'UFRRJ, est licencié en décembre 2004, après moins de deux ans à la présidence de la BNDES (dénomination actuelle de la BNDE), à la suite, notamment, d'une interview à la presse dans laquelle il fait des critiques violentes à la politique macroéconomique menée par la Banque Centrale. Dans le gouvernement Lula, la Banque Centrale a la direction suivante : en plus du président qui, comme on l'a déjà signalé, est un ancien président international de la Banque de Boston, deux directeurs viennent de la PUC-Rio et deux autres sont liés au marché financier. En outre, le tout-puissant secrétaire du Trésor National qui a eu une carrière internationale avec un passage par le FMI enseigne à l'EPGE.